

Accord professionnel régional
HÔTELLERIE, RESTAURATION
(Corse)

AVENANT N° 1 DU 11 MAI 2011
À L'ACCORD DU 19 FÉVRIER 2009
RELATIF À LA CONCILIATION PRÉVENTIVE DES CONFLITS AU TRAVAIL
NOR : ASET1151290M

PRÉAMBULE

Par courrier du 8 avril 2011, la direction générale du travail a attiré l'attention des organisations signataires sur une discordance de références s'agissant de la protection légale des délégués salariés.

Par délibération prise à l'unanimité le 11 mai 2011, les organisations signataires ont décidé de modifier l'article 8.1 de l'accord collectif du 19 février 2009 et rectifier les références légales.

Dans un souci de simplification, il a également été décidé de supprimer la référence antérieure à la recodification.

C'est ce pourquoi le présent avenant a été conclu.

Article 1^{er}

Objet de l'accord

L'article 8.1 de l'accord collectif du 19 février 2009 est modifié comme suit :

« Les délégués salariés désignés par l'organisation à laquelle ils adhèrent pour participer, sous l'égide de la commission paritaire des HCR de Corse, à la conciliation préventive des conflits du travail bénéficient des dispositions et de la protection prévues par les articles L. 2234-3 et L. 2411-3 du code du travail. »

Article 2

Extension de l'avenant n° 1

Les organisations signataires sollicitent l'extension du présent accord prévue aux articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 3

Notification et dépôt de l'accord

Une copie du présent accord est notifiée aux organisations syndicales non signataires par courrier recommandé avec avis de réception.

Ces dernières bénéficient du droit d'opposition dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article L. 2231-8 et suivant du code du travail.

Le présent accord est établi en huit originaux dûment paraphés et signés dont un exemplaire est adressé en recommandé avec avis de réception à chacune des organisations signataires.

Le présent accord est déposé, au terme du délai d'opposition et en l'absence d'opposition d'organisations majoritaires, en vue de son enregistrement, conformément aux dispositions du décret n° 2006-568 du 17 mai 2006.

Le présent accord est établi en trois exemplaires originaux dûment paraphés et signés dont :

- un exemplaire destiné à l'enregistrement par la direction générale du travail ;
- un exemplaire destiné à l'enregistrement par le greffe du conseil des prud'hommes du lieu de conclusion ;
- un exemplaire destiné à la commission paritaire.

Un dépôt supplémentaire est effectué sur support informatique auprès de la direction générale du travail ainsi que du conseil des prud'hommes du lieu de conclusion.

Fait à Ajaccio, le 11 mai 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

UMIH Corse ;
CGPME Corsica ;
MEDEF Corse.

Syndicats de salariés :

STC ;
CFTC Corse ;
CGT Corse ;
CGT-FO de Corse-du-Sud ;
CGT-FO de Haute-Corse.